



INSTRUCTION

N° 04-003-M1-M52-M7 du 9 janvier 2004

NOR : BUD R 04 00003 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PLANS DE COMPTES APPLICABLES À CERTAINS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX OU ASSOCIANT UN DÉPARTEMENT

ANALYSE

Publication de la circulaire interministérielle n° LBL/B/03/10080/C du 24 novembre 2003

Date d'application : 01/01/2004

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; DÉPARTEMENT ;
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL ; INSTITUTION INTERDÉPARTEMENTALE ;
SYNDICAT MIXTE ; COMPTABILITÉ ; COMPTABILITÉ M52

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 96-129-M1-M5-M7 du 27 novembre 1996

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables et en particulier aux payeurs départementaux la circulaire interministérielle n° LBL/B/03/10080/C en date du 24 novembre 2003.

Ce document apporte des précisions quant à la nomenclature applicable à certaines structures départementales ou auxquelles le département participe, compte tenu de la mise en œuvre de l'instruction budgétaire et comptable M52 à compter du 1^{er} janvier 2004.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction générale sous le timbre du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° LBL/B/03/10080/C du 24 novembre 2003

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA
SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS
LOCALES**

Direction Générale des Collectivités Locales
Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction Générale de la Comptabilité Publique
Bureau 6C

Le Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des
libertés locales

Le Ministre de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie,

à

Mesdames et Messieurs les Préfets,

Mesdames et Messieurs les Trésoriers- payeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les Receveurs des finances.

CIRCULAIRE N° LBL/B/03/10080/C

OBJET : Plans de comptes applicables à certains établissements publics départementaux ou associant un département.

A compter du 1^{er} janvier 2004, l'instruction budgétaire et comptable M52 concernant les départements sera généralisée. Pour répondre aux interrogations exprimées sur les plans de comptes applicables à certaines structures départementales ou auxquelles le département participe, vous voudrez bien trouver ci-après les précisions les concernant.

I) Les différentes structures :

a) Les établissements publics départementaux

Les établissements publics à caractère administratif créés par le département, lorsqu'ils ne sont concernés ni par l'instruction budgétaire et comptable applicable aux SPIC (M4) ni par celle applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux (M22) appliqueront l'instruction budgétaire et comptable M52 à compter du 1^{er} janvier 2004. C'est le cas d'un musée départemental par exemple.

b) Les institutions et organismes interdépartementaux relevant de l'article L. 5421-1 du CGCT

Ces institutions et organismes interdépartementaux sont, en vertu du 3^{ème} alinéa de l'article L. 5421-1 du CGCT, administrés conformément aux règles édictées pour la gestion départementale. Par renvoi aux dispositions législatives applicables aux départements (loi du 19 février 2003 applicable aux départements), les organismes précités appliqueront donc l'instruction budgétaire et comptable M52 à compter du 1^{er} janvier 2004.

ANNEXE (suite et fin)

c) Les agences départementales

Ces agences, relevant de l'article L. 5511-1 du CGCT, sont des établissements publics constitués par le département, des communes et des établissements publics intercommunaux. Elles sont chargées d'apporter aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département une assistance d'ordre technique, juridique ou financier.

Ces structures appliqueront l'instruction budgétaire et comptable M. 52 à compter du 1^{er} janvier 2004.

d) Les syndicats mixtes (articles L. 5721-2 et L. 5721-3)

Les syndicats mixtes associant uniquement un département (ou un organisme départemental) et une chambre consulaire devront appliquer l'instruction budgétaire et comptable M. 52 à compter du 1^{er} janvier 2004.

S'agissant des syndicats mixtes associant un département (ou un organisme départemental) à d'autres collectivités territoriales de niveaux différents (et / ou à une chambre consulaire), ils continueront à appliquer le plan de comptes M 1-5-7 ainsi que les modalités budgétaires et comptables telles qu'exposées dans la circulaire interministérielle NOR/FPP/A/96/10096/C du 28 octobre 1996, dans l'attente de la rénovation du cadre budgétaire et comptable des régions. Toutefois, si le syndicat le souhaite, il pourra décider d'appliquer l'instruction budgétaire et comptable M52 à compter du 1^{er} janvier 2004.

Enfin, les syndicats mixtes n'associant pas de département (ou d'organisme départemental) continueront à appliquer le plan de comptes M 1-5-7 et les modalités budgétaires et comptables exposées dans la circulaire précitée.

II) Mesure (facultative) de simplification pour l'application de la M52

Pour les établissements cités ci-dessus appliquant l'instruction budgétaire et comptable M52, un allègement dans la présentation des documents budgétaires est possible dans certains cas.

Il faut pour cela que l'établissement soit spécialisé dans un seul domaine fonctionnel d'activité et qu'il vote son budget par nature.

Dans ce cas, il pourra, s'il le souhaite, se dispenser de produire l'annexe budgétaire relative à la présentation croisée par fonction, qui pourrait alourdir inutilement le document budgétaire.

En revanche, la zone « fonction » du protocole INDIGO devra être servie conformément aux dispositions de l'instruction M52.

Pour le ministre de l'intérieur, de la sécurité
intérieure et des libertés locales,
et par délégation

Pour le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
et par délégation

Le directeur général des collectivités locales

Le directeur général de la comptabilité publique

D. BUR

J. BASSERES

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114